

**Nations unies - Problématiques
sécuritaires en Méditerranée -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 17 novembre 2017)

Monsieur le Président et Monsieur le Ministre,

Je voudrais d'abord remercier le Secrétaire général pour son intervention très éclairante et pour son engagement personnel sur la problématique qui nous rassemble aujourd'hui.

Je remercie également la présidence italienne d'avoir pris l'initiative de cette discussion importante sur nos défis communs en Méditerranée. Ce sujet est en effet d'une importance stratégique pour la sécurité et la stabilité régionales et internationales. C'est aussi une priorité au plan humanitaire : près de 3.000 personnes ont péri en Méditerranée depuis le début de cette année.

Je souhaiterais commencer par souligner l'urgence qui s'attache à relever les défis sécuritaires en Méditerranée. Carrefour entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, la Méditerranée est confrontée à une multiplication sans doute sans précédent de crises régionales. Elle est le foyer de défis multiples sur le plan humanitaire, sécuritaire et du développement, qui touchent des populations particulièrement vulnérables. Il est donc de notre responsabilité d'agir collectivement face à ces menaces.

La lutte contre le terrorisme constitue le premier défi majeur, et une priorité de premier plan pour la France. Des efforts accrus sont indispensables pour répondre aux défis communs posés par le terrorisme : le retour ou la relocalisation des combattants étrangers, l'utilisation d'Internet par les groupes terroristes, ou encore le financement du terrorisme qui fera l'objet d'une conférence internationale organisée à Paris par le président de la République, M. Emmanuel Macron, en avril 2018.

Les liens entre la criminalité transnationale organisée et le terrorisme doivent aussi faire l'objet de toute notre attention. En Libye comme au Sahel, les divers trafics auxquels se livrent les réseaux criminels alimentent les groupes terroristes.

Le combat contre le terrorisme implique également de continuer à s'engager en faveur de la protection du patrimoine culturel. La résolution 2347, adoptée en mars dernier à l'initiative de la France et de l'Italie - vous l'avez dit, Monsieur le Ministre - a souligné combien la destruction, le pillage et le trafic illicite de biens culturels contribuaient à nourrir les conflits. Nous nous réjouissons de pouvoir revenir sur ce sujet lors de la réunion du 30 novembre.

Une seconde manifestation des défis sécuritaires en Méditerranée est la crise migratoire, qui touche l'Europe et laisse des millions de personnes dans un dénuement complet.

Un traitement purement sécuritaire de la question migratoire ne serait ni souhaitable ni efficace. Le défi migratoire impose une coopération européenne et internationale renforcée qui doit permettre d'appréhender l'ensemble du parcours migratoire, depuis les pays d'origine jusqu'aux pays de destination, dans le respect des droits des personnes concernées.

C'est la raison pour laquelle le président de la République a fait de la question migratoire l'une des priorités de premier plan de la France, en lien étroit avec l'Italie à laquelle je souhaite rendre hommage pour ses efforts considérables en matière d'accueil des réfugiés. À l'initiative du président Macron, une réunion internationale s'est tenue à Paris le 28 août, qui a conduit à l'adoption d'un plan d'action sur les enjeux migratoires en Méditerranée centrale, qui concerne notamment les pays de départ que sont le Niger et le Tchad.

Nous restons très préoccupés par les traitements inhumains dont sont victimes les migrants qui transitent par la Libye. Nous continuons d'appeler les autorités libyennes à tout mettre en oeuvre pour que les migrants soient traités dignement et dans le respect des droits de l'Homme. L'opération EUNAVFOR MED Sophia, qui sauve des dizaines de milliers de vies chaque année et dont le mandat a été récemment renouvelé, illustre l'engagement de l'Union européenne à lutter contre le trafic de migrants en Méditerranée centrale.

Pour traiter ces questions sur le long terme, Monsieur le Président, nous devons promouvoir une approche transversale reposant sur la coopération entre l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe. Les crises en Méditerranée ne seront pas résolues sans une approche politique cohérente de long terme conjuguant sécurité, développement et solidarité.

Le changement climatique aggrave les problèmes de développement dans la région méditerranéenne, et ses effets sont des sources potentielles d'instabilité et de conflit. C'est l'un des constats faits par ce conseil lors de sa mission dans le bassin du Lac Tchad, qui m'avait personnellement frappé.

Au Sahel, la France promeut une réponse globale reposant sur le pilier de la sécurité et sur celui du développement et de la bonne gouvernance, ainsi que sur l'éducation et la prévention contre l'extrémisme violent. C'est dans cet esprit que nous soutenons activement l'initiative du G5 Sahel d'établir une force conjointe menant des opérations transfrontalières afin de lutter contre la menace transnationale que font peser le terrorisme et les trafics sur les États de la région. Nous agissons, aux côtés des autres partenaires de l'Alliance pour le Sahel, afin de renforcer la mobilisation des principaux donateurs en faveur du développement et de la bonne gouvernance dans les pays du Sahel. Le volet politique et la mise en oeuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali doivent progresser en parallèle. Nous continuerons enfin à mobiliser la communauté internationale pour qu'elle soutienne la force conjointe, dans le prolongement de la réunion ministérielle du 30 octobre dernier présidé par le ministre français de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, et en vue de la conférence de Bruxelles. Nous formulerons prochainement des propositions en ce sens, en tenant compte à la

fois des besoins exprimés sur le terrain et des sensibilités qui existent autour de cette table.

Au Moyen-Orient, Monsieur le Président, les crises rendent nécessaires des solutions politiques inclusives vis-à-vis de toutes les populations. C'est pourquoi, en Syrie, la France soutient pleinement une transition négociée conforme à la résolution 2254 du conseil et au communiqué de Genève. Elle appelle la communauté internationale à appuyer les efforts de l'envoyé spécial, Staffan de Mistura, à l'approche des négociations de Genève de la fin du mois : il s'agit du seul processus politique susceptible d'aboutir à une solution politique durable.

En Libye, la solution passe par la réconciliation nationale et la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire. Il s'agit aussi de la meilleure réponse pour vaincre durablement le terrorisme et répondre au défi des migrations. Nous soutenons pleinement - comme nous l'avons dit hier devant ce conseil - les efforts du représentant spécial du secrétaire général, Ghassan Salamé.

À Gaza, la crise humanitaire, doublée d'une crise environnementale, a également des causes politiques. Le processus de réconciliation inter-palestinienne doit se poursuivre - et nous saluons à cet égard les efforts de l'Égypte. Ce processus doit permettre à l'Autorité palestinienne d'exercer pleinement ses prérogatives dans la bande de Gaza, y compris dans le domaine de la sécurité, et de faciliter la levée du blocus imposée à la bande de Gaza. Cette réconciliation inter-palestinienne est dans notre esprit indissociable de la reprise du processus de paix fondée sur la solution des deux États.

Enfin, la protection des droits de tous, y compris des personnes appartenant à des minorités, est indispensable à la préservation du pluralisme et de la diversité du Moyen-Orient, à laquelle nous sommes profondément attachés. La France a co-organisé avec la Jordanie la conférence internationale de Paris en septembre 2015, qui a donné lieu à la présentation d'un plan d'action en soutien aux victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient. La France, comme elle l'a rappelé cette année lors de la conférence de Madrid, est pleinement engagée dans la mise en oeuvre de ce Plan. Elle contribue à hauteur de 10 millions d'euros à son fonds d'urgence.

Il est essentiel de continuer de lutter contre l'impunité s'agissant des violations du droit international humanitaire et des droits de l'Homme. Nous nous félicitons de la mise en place, à la suite de la résolution adoptée par ce conseil en septembre, d'une équipe d'enquête pour documenter les crimes commis par Daech en Irak. Le renforcement du rôle des femmes, notamment par leur participation effective aux processus politiques, doit également faire pleinement partie de la réponse. La France continuera de veiller enfin à la protection des enfants, qui restent les premières victimes des conflits.

Monsieur le Président, l'ampleur des défis présentés aujourd'hui impose un rôle accru du conseil de sécurité et de la communauté internationale.

Au-delà de la mobilisation de l'Assemblée générale, avec la négociation des pactes sur les migrations et sur les réfugiés, une mobilisation accrue du conseil est en effet indispensable.

La France poursuit son engagement pour renforcer sa coopération avec les pays des deux rives de la Méditerranée, les pays européens comme ceux du Maghreb, avec lesquels nous entretenons des liens historiques et culturels particulièrement étroits. C'est dans cet esprit que la France apporte son appui au développement économique des pays de la rive sud de la Méditerranée, notamment dans le cadre de l'initiative Tunisie 2020.

En conclusion, répondre aux défis multiformes de la zone Méditerranée nécessite une approche globale et intégrée : les efforts de prévention, de maintien et de consolidation de la paix doivent se renforcer mutuellement pour être pleinement efficaces. C'est aussi une exigence de solidarité à l'égard des pays voisins des zones de conflits, qui sont en première ligne face aux déplacements de populations. Plus que jamais, nous devons relever les défis que rencontre l'espace méditerranéen : nous le devons aux populations concernées, à nous-mêmes et au creuset de culture, de civilisation et de coexistence que représente la Méditerranée.

Je vous remercie./.